

COMMUNE DE SAINT LAURENT DE MURE
Extrait du registre des Arrêtés du Maire du 30 Avril 2025
ARRÊTÉ PROVISOIRE DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT

ARRÊTÉ N° 25081 ST

Opération de grutage

Route Barrée

27 route d'Heyrieux

Le Mercredi 14 Mai 2025 de 09h00 à 12h00

Le Maire de la commune de Saint Laurent de Mure,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1, L 2213-2, L 2213-3 et L 2213-4,

Vu la loi n° 82.213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 et la loi n° 83.8 du 7 janvier 1983,

Vu le décret n° 69-150 du 5 février 1969 relatif à la signalisation routière, modifié par l'arrêté interministériel du 29 novembre 1986,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I : 8ème partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, et modifiée par les textes,

Vu l'avis favorable du Département du Rhône, Service Voirie Sud, en date du 06/05/2025 ;

Considérant que l'entreprise FOSELEV – 4 rue du Traité de Rome – 69780 MIONS, a sollicité une autorisation d'occuper le domaine public afin de procéder au grutage d'un SPA au droit du n°27 route d'Heyrieux ;

Considérant que pour permettre l'exécution de cette opération, il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement et d'assurer la sécurité des personnes,

ARRÊTÉ

Article 1 : La voie publique ne pourra être occupée que le mercredi 14 Mai 2025 de 09h00 à 12h00.

Les prescriptions suivantes s'appliquent route d'Heyrieux, de l'intersection avec la rue Victor Broizat jusqu'à l'intersection avec la rue Ferdinand Gauthier, pendant toute la durée de l'intervention :

- Fermeture à la circulation par la mise en place d'une signalisation adaptée, sauf riverains de part et d'autre du chantier
- Un principe de déviation sera mis en place selon les modalités suivantes :
 - Depuis la Mairie : par rue Ferdinand Gauthier, montée des Crozes, montée Chante alouette puis Route d'Heyrieux
 - Depuis Heyrieux : par rue Victor Broizat, rue du Chateau d'eau, rue des Docteurs Vacher, rue Georges Pilet puis route d'Heyrieux
 - Depuis la rue Victor Broizat : par route d'Heyrieux, montée Chante Alouette, rue Ferdinand Gauthier.

L'entreprise FOSELEV devra prendre toutes les dispositions pour assurer la sécurité des piétons au droit de l'opération.

Article 2 : La signalisation des travaux devra être conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, 8ème partie, signalisation routière), approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, modifiée par les textes subséquents.

L'entreprise **FOSELEV** est chargée de la mise en place de la signalisation et la pré-signalisation réglementaires et reste responsable de tout accident, dommage ou préjudice qui pourraient survenir du fait de son opération ;

Article 3 : Lors de l'achèvement des travaux et avant le rétablissement normal de la circulation, la chaussée devra être propre et satisfaire aux normes de sécurité en vigueur ;

Article 4 : En cas de problèmes techniques ou d'intempéries, si l'opération n'est pas terminée aux périodes ci avant définies, un arrêté modificatif devra être établi ;

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché aux abords immédiats du chantier ;

Article 6 : Monsieur le Maire, la Police Municipale et la Gendarmerie de St Laurent de Mure, ainsi que tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de cet arrêté dont ampliation sera transmise à :

- FOSELEV – 4 rue du Traité de Rome – 69780 MIONS,
- La Gendarmerie de Saint Laurent de Mure,
- La Police Municipale de Saint Laurent de Mure,
- Le Syndicat Mixte du Nord Dauphiné,
- Les Sapeurs-Pompiers de Saint Laurent de Mure
- Cars BERTHELET (délégataire de transport pour le compte du SYTRAL)

Pour le Maire,
Monsieur Jean-Luc GUILLOUZOUIC,
L'adjoint délégué à la sécurité publique,
Qui certifie, sous sa responsabilité,
Le caractère exécutoire de cet arrêté.



Le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lyon, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.
Le T.A. peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.
- dans ce même délai, d'un recours gracieux devant le Maire de la Commune.